

(N° 67.)

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 11 AVRIL 1933

COMMISSION DES PÉTITIONS

FEUILLETON N° 1

Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.

Numéro d'ordre.	Numéro du registre des pétitions.
--------------------	---

- | | | |
|---|-------|---|
| 1 | 1563. | Le sieur Putanier, au nom du Comité de la « Ligue contre la flamandisation de Bruxelles », adresse au Sénat un exposé de la question linguistique dans l'agglomération bruxelloise. |
|---|-------|---|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

- | | | |
|---|-------|--|
| 2 | 1564. | Le sieur Van Overstraeten, secrétaire de la Section régionale de la « Ligue des Familles nombreuses de Selzaete et environs », demande que la base d'exonération prévue pour la taxe nationale de crise soit la même que celle fixée pour la taxe professionnelle. |
|---|-------|--|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- | | | |
|---|-------|--|
| 3 | 1565. | M. Paul De Mot, président du « Syndicat Central de la Propriété Immobilière », à Bruxelles, transmet au Sénat des vœux adoptés par ce groupement, relatifs aux mesures de redressement financier prises par le Gouvernement. |
|---|-------|--|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- | | | |
|---|-------|---|
| 4 | 1566. | Le Conseil communal d'Angleur émet des vœux relatifs au maintien de toutes pensions et ressources constituant un minimum vital, aux indemnités de chômage, etc.
Le même Conseil communal émet le vœu de voir le Gou- |
|---|-------|---|

Numéro
d'ordre

Numéro
du registre des
pétitions.

vernement secorder les communes qui, par leurs grands travaux, contribuent à une réduction sensible du chômage.
Même pétition du Conseil communal de Herstal.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

- 5 1567. Par pétition datée d'Anvers, le sieur Jacobs expose au Sénat sa situation au regard de la loi de clémence du 19 janvier 1929.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

- 6 1568. M. de Warzée, secrétaire de la « Concentration Wallonne », à Liège, transmet au Sénat le texte d'un ordre du jour, voté par le bureau du Conseil général de ce groupement relatif à la situation politique.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

- 7 1569. Les président et secrétaire des « Combattants de la Sambre », à Charleroi, transmettent au Sénat le texte d'un ordre du jour par lequel les membres de ce groupement protestent contre tous projets qui toucheraient aux droits acquis des invalides, des veuves, des ascendants et orphelins des anciens combattants. Les pétitionnaires demandent le maintien intégral du taux de la rente de chevrons de front.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.

- 8 1570. Le sieur Van Eecke, président de l'association flamande des anciens combattants V. O. S., à Watou, transmet au Sénat les vœux de ce groupement relatifs à : 1^o l'attribution du « régime politique » à ceux qui refusent le service militaire; 2^o au désarmement général; 3^o au recrutement régional pour toute l'armée; 4^o la rente annuelle pour les soldats internés; 5^o aux indemnités dues aux anciens combattants pour les vêtements civils abandonnés; 6^o le non renouvellement de l'accord militaire avec la France; 7^o la mise en liberté immédiate de ceux qui refusent le service militaire; 8^o la faculté, pour les invalides, d'introduire en tout temps une demande de pension; 9^o l'autonomie politique de la Flandre; 10^o l'amnistie entière pour les condamnés politiques.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

Numéro
d'ordre.

Numéro
du registre des
pétitions.

- 9 1571. Le Conseil provincial du Hainaut émet des vœux tendant à la revision de la loi provinciale.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- 10 1572. Les président et secrétaire de la société de secours mutuels « Les Artisans Réunis de Liège » transmettent au Sénat les vœux de ce groupement tendant à voir écarter toute diminution envisagée des subsides aux sociétés mutuellistes.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de la Prévoyance sociale
et de l'Hygiène.*

- 11 1573. Le sieur Alphonse Bellin, receveur communal, à Jandrain-Jandrenouille (Brabant), proteste contre la diminution de son traitement.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- 12 1574. Les président et secrétaire de la société provinciale du cheval de trait belge « Les Eleveurs Liégeois » demandent la création d'un Ministère du commerce, indépendant du Ministère des Affaires de politique étrangère.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

- 13 1575. Le Conseil communal de Carnières (Hainaut) émet plusieurs vœux en faveur de la revision du Code électoral.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- 14 1576. Le sieur Legros, président du « Club wallon de Malmedy », proteste contre l'attitude des Ministres du Reich lors de la manifestation de Crefeld, et prie le Gouvernement d'adopter une politique susceptible de ramener la confiance dans les cantons rédimés.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Affaires Etrangères.

- 15 1584. Le Conseil communal de Lessines émet le vœu de voir reporter cette ville dans la première catégorie des communes

prévues à l'article 25 des lois coordonnées, concernant les impôts sur les revenus.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- 16 1585. Le Conseil communal de Frameries proteste contre la classification nouvelle des communes établie par l'arrêté royal du 30 décembre 1932, pour l'application de la taxe professionnelle.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- 17 1586. Le Conseil communal de Seraing-sur-Meuse émet le vœu de voir :

a) Assurer la reprise par l'Etat de la totalité des charges en matière d'indemnité de chômage;

b) Maintenir dans leurs taux actuels les indemnités versées aux chômeurs;

c) Voir organiser, à charge de l'Etat, l'indemnisation des chômeurs non assurés;

d) Consacrer par une loi définitive l'assurance obligatoire contre le chômage.

Le même Conseil communal émet le vœu de voir le Gouvernement prendre des dispositions pour rendre plus large l'autonomie fiscale des communes et pour hâter l'approbation des taxes votées par les pouvoirs locaux.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

- 18 1587. Les président et secrétaire de la « Ligue des Familles nombreuses (section régionale de Saint-Nicolas-Waes), transmettent au Sénat les vœux de leur association, relatifs à la répartition équitable des charges résultant de la nouvelle législation fiscale.

Mêmes pétitions des président et secrétaire de la section régionale de Thourout, de la même Ligue; des président et secrétaire de la section locale de Saint-Nicolas-Waes.

Les sieurs Lombrecht, Vuylsteke et consorts, membres de la « Ligue des Familles nombreuses d'Oyghem » (Flandre Occidentale), demandent la revision des arrêtés royaux relatifs au redressement financier, en ce qui concerne la taxe nationale de crise.

Mêmes pétitions : des présidents et secrétaires des groupe-

Numéro
d'ordre.

Numéro
du registre des
pétitions.

ments similaires de Lovendegem (Flandre Orientale) et Goefferdinghe (Flandre Orientale).

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- 19 1588. Les président et secrétaire de la « Ligue des Familles nombreuses », section locale de Gullegem, transmettent au Sénat les vœux de leur groupement tendant à voir maintenir : 1^o le subside annuel de 1,500,000 francs au Fonds des études des familles nombreuses; 2^o le subside de 3 millions au Fonds du logement des familles nombreuses.

Les pétitionnaires demandent que le bénéfice des allocations familiales soit étendu, même aux non-salariés.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Prévoyance sociale et de l'Hygiène.

- 20 1589. Les président et secrétaire de l'« Union des Voyageurs de Commerce automobilistes » transmettent au Sénat les protestations de leur groupement contre les taxes fiscales grevant les matières premières nécessaires à la locomotion automobile.

Les pétitionnaires demandent un dégrèvement fiscal forfaitaire en faveur des membres de leur corporation.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- 21 1592. Le sieur Herman, secrétaire du « Davidsfonds » de Moorsele, proteste contre la répartition du temps de diffusion consenti par l'Institut national de Radiodiffusion aux organismes reconnus et demande qu'un temps plus long et plus d'autonomie soient accordés au « Katholieke Vlaamse Radio-Omroep ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

- 21bis 1593. Les président et secrétaire de la « Chambre des Métiers et Négoces » du Hainaut demandent le dépôt d'un projet de loi accordant la garantie de bonne fin de 100 millions pour le petit crédit professionnel et de 50 millions pour l'outillage artisanal.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes

- 22 1594. Le Conseil communal de Carnières (Hainaut) émet le vœu de voir réexaminer l'établissement du revenu cadastral

Numéro
d'ordre. Numéro
du registre des
pétitions.

et la loi sur la fiscalité communale dans un sens plus favorable aux communes à forte population ouvrière.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- 23 1595. Le Conseil communal de Jumet (Hainaut) demande le vote d'une loi revisant et complétant les dispositions relatives au paiement d'une indemnité aux ouvriers et employés victimes du chômage involontaire.

Le même Conseil communal émet le vœu de voir payer les indemnités de chômage par une caisse nationale.

Mêmes pétitions des Conseils communaux de Boom (Anvers) et de Molenbeek-Saint-Jean (Brabant).

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

- 24 1596. MM. Tondeur et Gillain, respectivement président et secrétaire de la « Chambre des Métiers et Négoces » du Hainaut, à Mons, transmettent au Sénat des vœux concernant la réforme du marquage légal et le commerce des œufs.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes.

- 25 1597. Le Conseil communal d'Andenne (Namur) émet le vœu de voir démolir et reconstruire sans retard le pont jeté sur la Meuse en cette ville.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

- 26 1598. Le Conseil communal de Bouffoulx (Hainaut) émet le vœu de voir cette commune admise à nouveau dans la première catégorie, en matière fiscale.

Même pétition du Conseil communal de Carnières (Hainaut)

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- 27 1601. Le Conseil communal d'Ath émet le vœu de voir rétablir les dispositions de l'arrêté royal du 15 juin 1921, qui permettaient aux établissements hospitaliers de recevoir les deux tiers de la pension de vieillesse octroyée à leurs secourus.

Mêmes pétitions des Conseils communaux de Schooten et Ninove.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Prévoyance sociale et de l'Hygiène.

Numéro
d'ordre. Numéro
du registre des
pétitions.

- 28 1602. Le Conseil communal de Boussu (Hainaut) demande :
1^o le maintien des indemnités aux chômeurs, sans réduction;
2^o la prise en charge par l'Etat des ouvriers chômeurs;
3^o la continuation des avances consenties par l'Etat aux
provinces et aux communes pour faire face aux charges
financières du chômage.

Même pétition du Conseil communal de Lauwe (Flandre
Occidentale).

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

- 29 1603. Le Conseil communal de Gilly (Hainaut) émet le vœu
de voir : 1^o supprimer les nouveaux impôts sur le café et
le sucre; 2^o maintenir les dépenses concernant la prévoyance
sociale; 3^o maintenir les indemnités de chômage.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

- 30 1604. Le Conseil communal de Seilles (Liège) demande la recons-
truction du pont jeté sur la Meuse entre Andenne et Seilles.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

- 31 1606. Le Conseil communal de La Louvière (Hainaut) émet le
vœu de voir le Gouvernement donner une solution au pro-
blème des charges financières du chômage.

Le même Conseil communal proteste contre les décisions
prises par le Gouvernement en ce qui concerne la déter-
mination de l'état de besoin des ouvriers chômeurs.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

- 32 1607. Le Conseil communal de Schooten demande le retrait
d'une circulaire ministérielle relative aux arriérés dus par
les communes en matière de pensions du personnel ensei-
gnant.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

Le Président,
P. LALEMAND.

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 11 APRIL 1933

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN

EERSTE LIJST

Verzoekschriften waarover de Commissie uitspraak deed.

Volg- nummer.	Nummer in het register der verzoekschriften.
------------------	--

- | | | |
|---|-------|---|
| 1 | 1563. | Uit naam van het Comité van de « Ligue contre la flaman-
disation de Bruxelles », maakt de heer Putanier aan den
Senaat een uiteenzetting over het talenvraagstuk in de
Brusselsche agglomeratie over. |
|---|-------|---|

BESLUIT :

Verwezen naar den Eersten Minister.

- | | | |
|---|-------|--|
| 2 | 1564. | De heer Van Overstraeten, secretaris van de gewestelijke
afdeeling van den Bond der Kroostrijke Gezinnen van
Selzate en omgeving, vraagt dat het vrijgestelde minimum
wat betreft de nationale crisistaxe gelijk zou zijn aan dit
vastgesteld voor de beroepstaxe. |
|---|-------|--|

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Financiën.

- | | | |
|---|-------|---|
| 3 | 1565. | De heer Paul De Mot, voorzitter van het « Syndicat
Central de la Propriété Immobilière », te Brussel, maakt
aan den Senaat de wenschen over door deze groepeerings
goedgekeurd betreffende de maatregelen door de Regeering
genomen in zake het financieel herstel. |
|---|-------|---|

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Financiën.

- | | | |
|---|-------|--|
| 4 | 1566. | De Gemeenteraad van Angleur drukt wenschen uit betref-
fende het behoud van alle pensioenen en inkomsten die een
levensminimum uitmaken, de werkloosheidsvergoedingen,
enz. |
|---|-------|--|

Dezelfde Gemeenteraad wenscht dat de Regeering de
gemeenten zou helpen, die door het uitvoeren van groote

werken bijdragen tot een aanzienlijke vermindering van de werkloosheid.

Zelfde verzoekschrift van den Gemeenteraad van Herstal.

BESLUIT :

Verwezen naar den Eersten Minister.

- 5 1567. Bij verzoekschrift gedagteekend uit Antwerpen, zet de heer Jacobs aan den Senaat zijn toestand uiteen in verband met de clementiewet van 19 Januari 1929.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Justitie.

- 6 1568. De heer de Warzée, secretaris van de « Concentration Wallonne » te Luik, maakt aan den Senaat den tekst over van een dagorde, goedgekeurd door het bureau van den Algemeenen Raad van deze groepeerings, betreffende den politieken toestand.

BESLUIT :

Verwezen naar den Eersten Minister.

- 7 1569. De voorzitter en secretaris van de « Combattants de la Sambre », te Charleroi, maken aan den Senaat den tekst over van een dagorde waarbij de leden van deze groepeerings protest aantekenen tegen elk ontwerp dat raken zou aan de verworven rechten van de invaliden, de weduwen, de ouders en de weezen van de oudstrijders. De aanvragers vragen het volledig behoud van het bedrag der frontstrepentente.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Landsverdediging.

- 8 1570. De heer Van Eecke, voorzitter van het Vlaamsch Verbond der oud-strijders V. O. S., te Watou, maakt aan den Senaat de wenschen van deze groepeerings over betreffende : 1^o toekenning van het « politiek regiem » aan de dienstweigeraars; 2^o de algemeene ontwapening; 3^o de gewestelijke aanwerving voor gansch het leger; 4^o de jaarlijksche rente voor de geïnterneerde soldaten; 5^o de vergoedingen aan de oudstrijders verschuldigd voor de nagelaten burgerlijke kleedij; 6^o het niet hernieuwen van het militair akkoord met Frankrijk; 7^o de onmiddellijke invrijheidstelling van de dienstweigeraars; 8^o de mogelijkheid voor de invaliden om ten allen tijde een aanvraag tot pensioen in te dienen; 9^o de politieke zelfstandigheid van Vlaanderen; 10^o de volledige amnestie voor de politieke veroordeelden.

BESLUIT :

Verwezen naar den Eersten Minister.

Volg-
nummer. Nummer in het
register der
verzoekschriften.

- 9 1571. De Provincieraad van Henegouw drukt wenschen uit ten gunste van de herziening der Provinciewet.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.

- 10 1572. De voorzitter en secretaris van de maatschappij van onderlingen bijstand « Les Artisans réunis de Liège » maken aan den Senaat wenschen van deze groepeerings over ten gunste van het vermijden van elke voorziene verlaging der toelagen aan de mutualiteiten.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Sociale Voorzorg en Volksgezondheid.

- 11 1573. De heer Alphonse Bellin, gemeenteontvanger te Jandrain-Jandrenouille (Brabant), teekent verzet aan tegen de verlaging van zijn wedde.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.

- 12 1574. De voorzitter en secretaris van de provinciale vereeniging van het Belgisch trekpaard « Les Éleveurs Liégeois » vragen de inrichting van een ministerie van handel, onafhankelijk van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

BESLUIT :

Verwezen naar den Eersten Minister.

- 13 1575. De Gemeenteraad van Carnières (Henegouw) drukt verschillende wenschen uit voor de herziening van het Kieswetboek.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.

- 14 1576. De heer Legros, voorzitter van de « Club Wallon de Malmédy », teekent verzet aan tegen de houding van de ministers van het Reich op de betooging van Krefeld, en verzoekt de Regeering een politiek aan te nemen die het vertrouwen in de genaaste kantons kan herstellen.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Buitenlandsche Zaken.

Volg-
nummer. Nummer in het
register der
verzoekschriften.

- 15 1584. De Gemeenteraad van Lessen wenscht deze stad te zien rangschikken in de eerste reeks der gemeenten voorzien bij artikel 25 der samengeordende wetten op de inkomstenbelasting.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Financiën.

- 16 1585. De Gemeenteraad van Frameries teekent verzet aan tegen de nieuwe rangschikking der gemeenten opgemaakt bij Koninklijk Besluit van 20 December 1932, voor de toepassing der bedrijfsbelasting.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Financiën.

- 17 1586. De Gemeenteraad van Seraing-sur-Meuse wenscht :
- a) Den Staat den ganschen last in zake werkloosheidsvergoeding te zien overnemen;
 - b) De huidige bedragen aan de werkloozen uitbetaald ten volle te zien handhaven;
 - c) Ten laste van den Staat de tegemoetkoming aan de niet verzekerde werkloozen te zien inrichten;
 - d) Door een vaste wet de verplichte verzekering tegen de werkloosheid te zien bekrachtigen.

Dezelfde Gemeenteraad wenscht de Regeering de bepalingen te zien nemen om de fiscale zelfstandigheid der gemeenten te verruimen en de goedkeuring der taxes door de plaatselijke besturen ingevoerd te doen bespoedigen.

BESLUIT :

Verwezen naar den Eersten Minister.

- 18 1587. De voorzitter en secretaris van den Bond der Groote Gezinnen (gewestelijke afdeeling Sint-Niklaas-Waes) maken aan den Senaat de wenschen van hunne vereeniging over op gebied van billijke verdeeling der lasten voortspruitende uit de nieuwe fiscale wetgeving.

Zelfde verzoekschriften van voorzitter en secretaris der gewestelijke afdeeling Torhout, van denzelfden Bond; van voorzitter en secretaris van de plaatselijke afdeeling Sint-Niklaas-Waas.

De heeren Lombrecht, Vuylsteke en cs. leden van den Bond der Groote Gezinnen te Ooigem (West-Vlaanderen) vragen de herziening van de koninklijke besluiten betreffende het financieel herstel, wat betreft de nationale crisistaxe.

Zelfde verzoekschriften van de voorzitters en secretarissen

Volg-
nummer. Nummer in het
 register der
 verzoekschriften.

van de gelijkaardige groepeeringsen te Lovendegem (Oost-Vlaanderen) en te Goefferdinge (Oost-Vlaanderen).

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Financiën.

- 19 1588. De voorzitter en secretaris van den Bond der Grooten Gezinnen, plaatselijke afdeling Gullegem, maken aan den Senaat de wenschen over van hun groep, tot behoud van :
1^o de jaarlijksche toelage van 1,500,000 frank voor het studiefonds der Grooten Gezinnen ; 2^o de toelage van 3 miljoen voor het fonds van huisvesting der Grooten Gezinnen.

De aanzoekers vragen dat het voordeel der gezinstoelagen, zelfs aan de niet loontrekkenden zou worden verleend.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Sociale Voorzorg en Volksgezondheid.

- 20 1589. De voorzitter en secretaris van de « Union des Voyageurs de Commerce Automobilistes » maken aan den Senaat het verzet van hun groep over tegen de fiscale taxes op de grondstoffen voor het autoverkeer.

De aanzoekers vragen een forfaitaire fiscale ontlasting ten bate van de leden hunner vereeniging.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Financiën.

- 21 1592. De heer Herman, secretaris van het « Davidsfonds » te Moorsele, protesteert tegen de verdeeling van den zendtijd door het Nationaal Instituut voor Radio-uitzendingen verleend aan de erkende groepeeringsen, en vraagt meer zendtijd en meer zelfstandigheid voor de « Katholieke Vlaamsche Radio-Omroep ».

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie.

- 21bis 1593 De voorzitter en secretaris van de « Chambre des Métiers et Négoces » van Henegouw vragen de indiening van een wetsontwerp tot het verlenen van den waarborg van goeden afloop van 100 miljoen voor het kleine beroepskrediet en van 50 miljoen voor het ambachtsgerief.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Landbouw en Middenstand.

Volg-
nummer. Nummer in het
 register der
 verzoekschriften

- 22 1594. De Gemeenteraad van Carnières (Henegouw) wenscht de herziening van het vestigen van het kadastraal inkomen en van de wet op de gemeentefiscaliteit, in een voor de gemeenten met sterke arbeidersbevolking gunstiger zin.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Financiën.

- 23 1595. De Gemeenteraad van Jumet (Henegouw) wenscht de goedkeuring van een wet tot herziening en aanvulling van de bepalingen betreffende uitkeering van een vergoeding aan de arbeiders en bedienden, slachtoffers van de onvrijwillige werkloosheid.

Dezelfde Gemeenteraad wenscht de werkloosheidsvergoedingen door een nationale kas te zien uitbetalen.

Zelfde verzoekschriften van de Gemeenteraden van Boom (Antwerpen) en Sint-Jans-Molenbeek (Brabant).

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Arbeid en Nijverheid.

- 24 1596. De heeren Tondeur en Gillain, voorzitter en secretaris van de « Chambre des Métiers et Négoces » van Henegouw, te Bergen, maken aan den Senaat wenschen over betreffende de hervorming van het wettelijk merken van en den handel in eieren.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Landbouw.

- 25 1597. De Gemeenteraad van Andenne (Namen) drukt den wensch uit onverwijld de brug over de Maas in deze stad te zien afbreken en herbouwen.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Openbare Werken.

- 26 1598. De Gemeenteraad van Bouffioulx (Henegouw) wenscht deze gemeente opnieuw gerangschikt te zien in de eerste categorie op fiscaal gebied.

Zelfde verzoekschrift van den Gemeenteraad van Carnières (Henegouw).

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Financiën.

- 27 1601. De Gemeenteraad van Aat drukt den wensch uit de bepalingen van het Koninklijk besluit van 15 Juni 1921 terug te zien in voege treden, waarbij de liefdadige instellingen

Volg-
nummer. Nummer in het
 register der
 verzoekschriften.

de twee derden mochten ontvangen van het ouderdoms-pensioen, dat wordt verleend aan hun kweekelingen.

Zelfde verzoekschrift vanwege de Gemeenteraden van Schooten en Ninove.

BESLUIT :

*Verwezen naar den Minister van Sociale Voorzorg
en Volksgezondheid.*

- 28 1602. De Gemeenteraad van Boussu (Henegouw) vraagt :
1^o handhaving der werklozenvergoedingen zonder eenige
vermindering; 2^o dat de Staat de werklozen zou te zijnen
laste nemen; 3^o dat de Staat verder aan de provinciën en
aan de gemeenten de noodige sommen zou voorschieten om
te voorzien in de financieele lasten van de werkloosheid.

Zelfde verzoekschrift van den Gemeenteraad van Lauwe
(West-Vlaanderen).

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Arbeid en Nijverheid.

- 29 1603. De Gemeenteraad van Gilly (Henegouw) drukt den wensch
uit : 1^o dat de nieuwe belastingen op koffie en suiker zouden
worden afgeschaft; 2^o dat de uitgaven voor de sociale voor-
zorg zouden worden gehandhaafd; 3^o dat de vergoedingen
wegens werkloosheid zouden behouden blijven.

BESLUIT :

Verwezen naar den Eersten Minister.

- 30 1604. De Gemeenteraad van Seilles (Luik) vraagt wederopbouw
van de brug over de Maas tusschen Andenne en Seilles.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Openbare Werken.

- 31 1606. De Gemeenteraad van La Louvière (Henegouw) drukt den
wensch uit dat de Regeering een oplossing vinde voor het
vraagstuk der financieele lasten van de werkloosheid.

— Dezelfde Gemeenteraad teekent verzet aan tegen de
beslissing van de Regeering in zake het vaststellen van den
staat van behoefte der werklozen.

BESLUIT :

Verwezen naar den Eersten Minister.

Volg-
nummer. Nummer in het
 register der
 verzoekschriften.

- 32 1607. De Gemeenteraad van Schooten vraagt intrekking van een ministerieelen omzendbrief betreffende de achterstallen door de gemeenten verschuldigd op gebied van pensioenen van het onderwijzend personeel.

BESLUIT :

Verwezen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.

De Voorzitter,
P. LALEMAND.